



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 4 novembre 2008

## Le libre-échange n'est pas soumis aux lois de la nature

**La conseillère fédérale Doris Leuthard a donné aujourd'hui le coup d'envoi des négociations en vue de la conclusion d'un Accord de libre-échange agroalimentaire avec l'Union européenne. Pourtant, le passé récent prouve que le libre-marché a des limites. L'Union suisse des paysans (USP) craigne des effets négatifs pour les familles paysannes.**

Comme le prouve parfaitement la crise bancaire actuelle, la libéralisation et la mondialisation ne sont pas la panacée. Les marchés dépourvus de règles et de limites sont incapables de s'autoréguler de manière optimale. En vertu des règles du libre-marché, les biens sont produits là où c'est le moins cher avant d'être distribués sur toute la planète. Et ce au détriment de l'économie politique, l'environnement, des normes sociales et des structures régionales.

Aujourd'hui, on a donné le coup d'envoi d'un nouveau projet de prestige de la ministre de l'économie Doris Leuthard: des négociations en vue de la conclusion d'un Accord de libre-échange agroalimentaire avec l'UE.

La vision de la conseillère fédérale est la suivante: les paysans suisses livrent aux marchés européens à fort pouvoir d'achat leurs produits de haute qualité. En échange, les consommateurs suisses « profitent » de produits bon marché en provenance de toute l'Europe. Justification: « Les frontières s'ouvrent de toute façon, alors autant en profiter ! » Qu'on nous permette de jouer les rabat-joie en rappelant que les lois de la nature ne s'appliquent pas au libre-marché.

L'USP oppose aux projets du Conseil fédéral le fait que l'agriculture n'est pas comparable aux autres secteurs de l'économie. Sa production est en effet liée à son implantation. Par ailleurs, elle contribue à la sécurité de l'approvisionnement, aspect qui reprend de l'importance au vu de la raréfaction des ressources alimentaires planétaires. Pour leur part, l'agriculture et le secteur agroalimentaire suisse entendent préserver leurs parts au marché indigène grâce à une stratégie de la qualité et augmenter leurs exportations de spécialités via une ouverture sélective des frontières.

Il ne sert à rien de faire toujours davantage pression sur les prix des matières premières agricoles en ouvrant les frontières, ni de contraindre l'agriculture à s'adapter à des normes internationales. Le récent scandale du lait contaminé, en Chine, montre où cela peut nous conduire.

Nous enjoignons par conséquent le Conseil fédéral de prendre enfin plus au sérieux les intérêts de l'agriculture et les arguments des paysannes et paysans concernés.

*Compléments d'information:*

Sandra Helfenstein, porte-parole, tél. 056462 52 21

[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)